

Troisième réunion du comité de pilotage du dispositif des CEE **Compte rendu des échanges du 8 juin 2015**

La troisième réunion du comité de pilotage du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) a eu lieu le 8 juin 2015, sous la présidence de M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique.

1. Actualité législative : point d'avancement de l'examen du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte
 - ✓ Introduction d'une obligation spécifique à réaliser au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique en deuxième lecture à l'Assemblée nationale
 - ✓ Texte examiné par le Sénat en juin
 - ✓ Le texte devrait être examiné en dernière lecture à l'AN en juillet, pour une promulgation fin août / début septembre
 - ✓ La ministre a exprimé son souhait d'avoir l'essentiel des textes d'applications pris dans les 6 mois.

Questions/réponses :

- Nombreuses questions sur la mise en œuvre du dispositif, le calcul de l'obligation « précarité », les éléments de calendrier.
Un calendrier sera établi une fois le contenu du projet de loi stabilisé ; les modalités détaillées de mise en œuvre ne sont pas définies à ce jour, mais il est vraisemblable que le dispositif « CEE précarité » sera dupliqué du dispositif CEE classique. Aucune compensation du coût du dispositif « CEE précarité » n'est prévue pour les fournisseurs d'énergie.

Sujets divers évoqués par les participants :

Le projet de loi mentionne les programmes « portant sur la logistique et la mobilité économes en énergies fossiles » : il n'y a pas de volonté de discriminer les projets de programmes sur le type d'énergie

2. Bilan de la deuxième période : délivrance des CEE

- ✓ Rythme de délivrance en croissance en 2015, de l'ordre de 30 TWh cumac/mois
- ✓ 744.5 30 TWh cumac délivrés au 31 mai 2015 depuis le début du dispositif
- ✓ 548 TWh cumac d'opérations engagées en deuxième période déposées jusqu'à présent
- ✓ La Directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique impose une publication annuelle des économies d'énergie réalisées par grande catégorie d'obligés. Un bilan sera publié dans la lettre d'info CEE du mois de juin

3. Réconciliation administrative

- ✓ Obligation totale de deuxième période d'environ 447 TWh cumac (contre 460 estimés en 2010)
- ✓ Il a été procédé à l'annulation de CEE pour 338 obligés ayant rempli leur obligation
- ✓ le processus se poursuit pour les acteurs n'ayant pas encore rempli leur obligation

Questions/réponses :

- question : quelle sera l'attitude de la DGE face aux obligés ne remplissant pas leur obligation ?
Comme en première période, les acteurs qui ne produiront pas un volume de CEE correspondant à leur obligation se verront appliquer la pénalité de 2 c€/kWhcumac manquant prévu par le cadre réglementaire.

Sujets divers évoqués par les participants :

Les acteurs ont fait part de problèmes rencontrés lors du processus d'annulation mis en œuvre par le teneur du registre : erreurs dans la liste des décisions faisant l'objet d'une annulation, conduisant à une deuxième version de cette liste ; annulation par le registre de transactions antérieures au 30 avril 2015, ou de transferts de CEE en provenance de comptes d'éligibles non obligés.

4. Mise en place de la troisième période : bilan des dépôts de demande, des délégations d'obligations

- ✓ Mise en place du système de demandes simplifiées : premières décisions de délivrance rendues en mai
- ✓ Non conformité pour 1/3 des demandes
- ✓ Lancement des premiers contrôles en juin

5. Présentation du travail de révision des fiches d'opérations standardisées

- ✓ 132 fiches de troisième période produites, qui remplacent 149 fiches de deuxième période

Sujets divers évoqués par les participants :

- Certains acteurs font part de leur inquiétude sur la disponibilité des entreprises RGE pour absorber la demande en 2015.
- Calendrier et mode opératoire pour la sélection des programmes en troisième période : en cours de définition